



AUSTÉRITÉ, SIMPLIFICATION, DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE!

Annoncées le dimanche, actées en milieu de semaine, les coupes budgétaires décidées par l'exécutif surprennent autant par leur ampleur que par la rapidité de leur exécution. D'un trait de plume, ce sont 10 milliards d'euros de crédits budgétaires qui sont annulés en seulement quelques jours.

Et à regarder de plus près qui fait les frais de ces économies budgétaires, la stupéfaction est totale! Deux milliards en moins pour la transition écologique, 1,1 milliard économisé pour les programmes travail et emploi, 900 millions supprimés pour la recherche et l'enseignement supérieur, auxquels s'ajoutent 700 millions en moins pour l'enseignement scolaire, 740 millions rayés pour l'aide publique au développement, 300 millions évaporés pour le logement, 200 millions disparus pour la culture et 40 millions économisés sur l'audiovisuel public.

L'austérité s'affiche désormais sans complexe. Au total, ce sont 10 milliards en moins pour les services publics, 10 milliards en moins pour des priorités de politique publique aussi essentielles que l'école, l'emploi, le logement ou le climat, en incohérence totale avec les ambitions affichées. Ce serrage de vis s'ajoute aux 16 milliards d'économies déjà inscrits dans la loi de finances pour 2024, provenant pour l'essentiel de la suppression du bouclier énergétique. Et aux 12 milliards d'économies inscrits dans la réforme des retraites que nous continuons de combattre!

Malgré les expériences désastreuses du passé – tournant de la rigueur, fin de l'échelle mobile des salaires –, les mêmes recettes reviennent inlassablement. L'austérité budgétaire a toujours affecté les droits des travailleurs et

la situation des plus vulnérables. L'austérité budgétaire a toujours conduit à l'affaiblissement des modèles sociaux et des systèmes de négociation collective.

Et compte tenu du ralentissement économique et de la dégradation du marché de l'emploi, ces coupes budgétaires pourraient n'être qu'un avant-goût de contre-réformes plus profondes : quelques jours avant que le gouvernement détaille les coupes budgétaires, était présenté un rapport parlementaire sur la simplification. Une dizaine de mesures sont proposées pour « simplifier

la vie des entreprises ». Il servirait de base à un projet de loi visant à simplifier et libérer l'économie, qui pourrait être présenté avant l'été.

Là encore, derrière l'ambition d'alléger les normes et/ou les difficultés rencontrées par les chefs d'entreprise, ce sont les droits des salariés qui sont visés : relèvement

des seuils qui déclenchent un certain nombre d'obligations en matière de dialogue social et de représentation des salariés, notamment pour l'installation d'un CSE, réduction du délai de saisine des prudhommes, facilitation du recours au temps partiel... Ce nouveau choc de simplification serait une nouvelle fois la traduction que derrière un discours de bon sens apparent, se cache surtout la réduction des droits des salariés et du nombre et des moyens de leurs représentants.

Austérité, simplification, deux faces d'une même pièce. Pour FO, c'est évidemment non! Face aux menaces, nombreuses, contre nos droits et nos conquêtes sociales, FO n'est pas résignée. Notre motivation est intacte. Notre rôle syndical, en plus d'être un rôle de résistance, se doit d'être un rôle actif qui se traduit dans la mobilisation et le mouvement, pour empêcher tout recul social.

L'austérité budgétaire a toujours affecté les droits des travailleurs

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr